

tout en payant de plus hauts salaires. Aux Etats-Unis par exemple, cela épargnerait au pays les millions qui sont votés chaque année pour combler le déficit de ce ministère. Il y a quelques années, une corporation florissante a offert de fournir au gouvernement toutes les garanties voulues pour mener à bien l'entreprise, économiser les crédits annuels, combler les déficits et payer au gouvernement \$5,000,000 chaque année pour le privilège de gérer les postes sans augmenter les taux actuels. Le gouvernement des Etats-Unis fera bien de ne pas se mêler d'affaires comme le lui conseillent certains partisans. Le même conseil s'adresse au Canada qui devrait laisser aux industriels le soin de gérer leurs affaires sans entraves.

Il est question, dans le discours du Trône, de l'immigration. Mes honorables amis de l'Ouest me blâmeront probablement, mais je dirai que c'est leur faute si nous ne recevons pas d'immigrants. Ontario et les provinces de l'Est ne s'attendent pas à en recevoir beaucoup. Dans l'Ouest, les fermiers se plaignent tellement de leur sort, qu'ils ne les encouragent pas beaucoup à venir. Ils se plaignent constamment et de tout: que les salaires à payer sont trop élevés et que les frais de transport sont prohibitifs. Depuis dix ou douze ans — du moins, depuis que Laurier a quitté le pouvoir — nous avons entendu la même plainte que tout allait mal, que ce soit pour cause de sécheresse ou de gelée...

L'honorable M. WATSON: Ou de la prohibition.

L'honorable M. CASGRAIN: Ou de la prohibition. J'approuve l'immigration. Je serais heureux de voir le pays bien peuplé. Le Nord-Ouest est une bonne place pour les immigrants; c'est vaste; mais si on le présente sous un mauvais jour en se plaignant de tout, on en écarte le colon. Voyez ce qui a eu lieu de 1900 à 1910. En 1900, notre population était d'environ 5,000,000; en 1910 un peu plus que 7,000,000, soit une augmentation de 34 pour 100. Il y avait un autre gouvernement au pouvoir. Personne ne se plaignait alors. N'est-ce pas encore le même Nord-Ouest. Qu'y a-t-il donc aujourd'hui? Le recensement de 1920, sous un autre régime, nous donne des chiffres décevants. Il paraît que nous n'avions pas obtenu plus que notre augmentation normale et que tous les immigrants obtenus avaient disparu. Quoi qu'il en soit, il est certain que notre régime a eu pour résultat de nous faire perdre l'immigration obtenue de 1910 à 1920 et que nous n'acqusons qu'une augmentation naturelle de population.

Il est aussi fait mention dans le discours du Trône, d'une autre question sur laquelle on

L'hon. M. CASGRAIN.

a beaucoup parlé. Je fais allusion à l'embargo sur notre bétail. Il existe depuis environ trente ans, et les autorités britanniques prétendent que nos animaux ne sont pas sains. Permettez-moi de relater ce que j'ai entendu dire de sir Charles Tupper, un homme remarquable, et qui était haut commissaire dans le temps: Lorsque les experts britanniques prétendirent que notre bétail n'était pas sain, il se rendit à Liverpool avec sir William Van Horne, du Pacifique-Canadien, et qui s'intéressait dans l'exportation du bétail en Angleterre. A son départ, sir Charles Tupper acheta le meilleur traité qu'il put trouver sur les maladies du bétail et l'étudia si bien durant le voyage qu'à son arrivée, il possédait une excellente connaissance du sujet. Il n'était pas vétérinaire, mais réellement médecin. Il rencontra ces merveilleux vétérinaires des Iles-Britanniques. Il leur dit: "Choisissez un bouvillon et ouvrez-le". Puis relevant ses manches, il saisit les poumons de l'animal et les brandissant devant leur nez il demanda: "Que trouvez-vous à redire sur cet animal?" La réponse fut un rapport déclarant qu'il n'y avait pas de maladie; mais l'embargo ne fut pas levé. Dans ce temps-là, je pris la responsabilité d'écrire à l'honorable P. C. Larkin, haut commissaire, que, étant un fort impérialiste, j'étais peiné d'entendre les gens de la vieille Angleterre parler de la sorte de l'embargo, et que le peuple canadien les trouvait égoïstes et pensait qu'ils avaient vite oublié ce que nous avions fait pour eux, etc., etc. J'ajoutai: "Vous pouvez vous servir de cette lettre et la montrer à qui vous voudrez; le peuple canadien n'est pas d'un caractère à souffrir cet embargo plus longtemps. Que le gouvernement britannique mette un impôt s'il le désire, mais qu'il ne dise pas que notre bétail est contaminé par des maladies imaginaires". Je dis encore que l'Angleterre avait été bien empressée d'accepter 500,000 de nos jeunes gens, mais qu'aujourd'hui elle refusait nos bouvillons. J'ai écrit aussi à un personnage très influent, lord Beaverbrook, qui est canadien et qui publie l'*Express*. Je lui ai demandé de mener une campagne dans son journal dans le but de faire lever l'embargo et il s'est rendu à ma demande.

Peut-être que le peuple en général ignore qu'il est un des hommes qui aident à gouverner l'Angleterre aujourd'hui. L'on a droit également d'être fiers de voir un canadien, né au Nouveau Brunswick, Bonar Law, premier ministre d'Angleterre. Je crois que ces deux hommes gouverneront sagement. S'ils avaient seulement un canadien-français avec eux, ce serait parfait.

J'ai aussi écrit au Lieutenant-colonel Grant Morden et j'ai lu dans le *London Times* l'article suivant: